



Assemblée générale

Soixante-seizième session

1^{ère} séance plénière

Mardi 14 septembre 2021, à 15 h 50
New York

Documents officiels

Président : M. Shahid (Maldives)

La séance est ouverte à 15 h 50.

Point 1 de l'ordre du jour provisoire

Ouverture de la session par le Président de l'Assemblée générale

Le Président (*parle en anglais*) : J'ai le grand plaisir et l'honneur de déclarer ouverte la soixante-seizième session ordinaire de l'Assemblée générale et d'ouvrir sa 1^{ère} séance plénière.

Point 2 de l'ordre du jour provisoire

Minute de silence consacrée à la prière ou à la méditation

Le Président (*parle en anglais*) : Conformément à l'article 62 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, j'invite les représentants à se lever et à observer une minute de silence consacrée à la prière ou à la méditation.

Les membres de l'Assemblée générale observent une minute de silence consacrée à la prière ou à la méditation.

Déclaration du Président

Le Président (*parle en maldivien ; traduction fournie par le Secrétariat*) : Je prends la parole dans cette salle aujourd'hui, après avoir prêté serment en tant que Président de l'Assemblée générale des Nations Unies, touché par la confiance qui m'est accordée et les responsabilités qui m'ont été confiées. Je suis également reconnaissant pour l'honneur qui a été fait à mon pays

bien-aimé, la République des Maldives. Le drapeau rouge, vert et blanc des Maldives flotte au plus haut aujourd'hui. Grâce aux sacrifices des héros nationaux qui nous ont précédés et à ceux de nos vaillants citoyens aujourd'hui, les Maldives sont au sommet de la diplomatie internationale. Ma première responsabilité est de remercier Allah le Tout-Puissant d'avoir accordé cet honneur aux Maldives.

Aujourd'hui, nous sommes témoins des progrès réalisés par les Maldives sur la scène internationale, sous la direction du Président Ibrahim Mohamed Solih. C'est la preuve que le monde a accepté la politique étrangère du Président Solih, et c'est le reflet de la relation étroite que les Maldives entretiennent aujourd'hui avec la communauté internationale. Les graines que nous, Maldiviens, avons semées avec tant de diligence sont en train de donner des moissons généreuses.

(l'orateur poursuit en anglais)

Je félicite le Président Bozkır pour sa gestion de la soixante-quinzième session de l'Assemblée générale. Tenir les rênes de l'Assemblée générale pendant une pandémie n'a pas été une tâche facile. Je suis certain de parler au nom des membres de cet auguste organe en lui exprimant ma reconnaissance et ma gratitude pour son courage et sa détermination. Sa défense de la diplomatie en personne et de la réouverture de l'Assemblée générale des Nations Unies témoigne de son engagement en faveur du multilatéralisme. Je lui souhaite plein succès et bonne chance dans ses entreprises futures.

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>).



Je me réjouis à la perspective de travailler en étroite collaboration avec le Secrétaire général Guterres qui entame son second mandat. Je connais ses priorités : rétablir la confiance et inspirer l'espoir. Le fil conducteur de son approche de la résolution des problèmes mondiaux, c'est la prévention à tous les niveaux : des conflits, des changements climatiques et des pandémies à la pauvreté et aux inégalités. Qu'il s'agisse de donner la priorité à la parité des genres au sein de l'ONU, de lancer un dialogue mondial pour construire un avenir meilleur pour tous ou d'améliorer les moyens d'actions de l'ONU face aux défis actuels et futurs, il trouvera en moi un partenaire bien disposé.

Dire que les 18 derniers mois ont été difficiles serait un euphémisme. Des millions de personnes ont péri, des centaines de millions ont été malades et des milliards ont souffert. Mais je veux éviter d'énumérer des statistiques. Nous n'avons pas vécu cette pandémie à travers les chiffres. Nous l'avons vécu sur le plan personnel : nous avons perdu des êtres chers. Les confinements ont restreint notre liberté personnelle. Nous sommes restés éloignés de notre famille et de nos amis. Les hôpitaux étaient débordés. Les travailleurs de première ligne étaient épuisés et en danger. Un grand nombre de personnes ont perdu leur emploi, ont souffert et continuent de souffrir de difficultés économiques. Et chacun d'entre nous a vécu en permanence avec la peur, peur pour nous-mêmes et pour nos proches.

Chacun d'entre nous a vécu la pandémie différemment. Mais certains éléments ont été quasi universels : anxiété, insécurité, chagrin et désespoir. Et il ne s'agit pas seulement de la maladie à coronavirus (COVID-19). Chaque jour, nous découvrons de nouvelles informations qui exacerbent notre anxiété collective : changements climatiques, catastrophes, conflits et instabilité. Ces questions dominent les ondes. Cette situation doit changer. Et nous devons être les initiateurs de ce changement.

Les populations attendent de leurs dirigeants et de leurs élus qu'ils les guident, qu'ils les rassurent, qu'ils leur donnent des signes que les choses vont s'améliorer, que demain sera effectivement meilleur. L'Assemblée générale doit jouer un rôle dans ce domaine. Les peuples du monde ne connaissent peut-être pas les spécificités ou les détails des résolutions et des décisions que nous adoptons dans cette salle, mais ils connaissent les valeurs que nous défendons. La seule mention de l'ONU évoque des images de dirigeants du monde entier s'adressant au monde, avec ce marbre vert en toile de fond. Pour des milliards de personnes, l'ONU représente un idéal ou une aspiration. Elle représente la promesse d'un avenir meilleur.

Lors de la crise sans précédent déclenchée par la pandémie, nous avons été témoins d'incroyables actes de bonté et de compassion, des actes qui ont confirmé notre humanité commune et notre force collective en tant que nations unies. Appuyons-nous aujourd'hui sur cette humanité collective.

J'ai fait de l'espoir le thème de ma présidence. Je ne suis pas naïf, et je ne dis pas cela juste pour utiliser des mots qui sonnent bien. Je le dis parce que je crois que c'est ce dont nous avons besoin en ce moment. Seuls les cyniques pensent que l'espoir est surfait ou qu'il n'est qu'un cliché. L'espoir est ce qui nous pousse à ne pas abandonner, même lorsque tout semble perdu. Nous plaçons notre espoir dans l'humanité, parce qu'en fin de compte, c'est tout ce que nous avons.

Il y a 7 milliards d'habitants sur notre planète. Tout ce que nous avons, c'est notre humanité commune. Tout ce que nous avons, c'est l'espoir de trouver en nous le courage et la motivation pour aller de l'avant. C'est ce que nous devons nous dire. Nous devons prouver à nos 7 milliards de concitoyens que nous sommes conscients de leur détresse et de leur anxiété, que nous les écoutons, que nous sommes prêts à travailler ensemble pour surmonter ces problèmes, que le travail de l'ONU demeure aussi pertinent pour faire face à la crise actuelle qu'il l'était il y a 76 ans, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.

J'ai promis aux membres cinq lieux d'espoir. En ce qui concerne la lutte contre la COVID-19, ma priorité est de vacciner le monde. Nous devons tout simplement combler les écarts en termes d'accès aux vaccins. Dans cette optique, j'organiserai un débat thématique de haut niveau sur l'équité vaccinale avec des experts de premier plan et des dirigeants mondiaux. Comme tous les membres le savent, notre pays hôte a rendu les vaccins universellement disponibles au sein du système des Nations Unies, y compris pour le personnel et les membres des délégations. Je suis heureux d'annoncer que la ville de New York offrira également des ressources en matière de vaccination et de dépistage à tous les participants à la semaine consacrée aux réunions de haut niveau. J'exhorte chacun à être un exemple pour le monde et à jouer son rôle en respectant les exigences locales.

En ce qui concerne ma deuxième lueur d'espoir, reconstruire durablement après la pandémie, je travaillerai avec le Conseil économique et social, le système des Nations Unies et les institutions financières internationales pour contribuer à faire en sorte que la

reprise socioéconomique soit tournée vers l'avenir et qu'elle soit plus bleue, plus verte et plus résiliente. Des discussions sur des initiatives conjointes sont déjà en cours. Des interventions ciblées en faveur des pays en situation particulière sont une nécessité. La cinquième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, qui se tiendra à Doha en janvier 2022, sera une étape vers la réalisation de cet objectif. Les discussions en cours sur l'indice de vulnérabilité multidimensionnel en seront une autre. Et comme promis, dans les prochains jours, j'annoncerai également la reconstitution du conseil consultatif pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement.

Pour ce qui est de répondre aux besoins de la planète, au cours de cette « super session pour la nature », j'organiserai une réunion de haut niveau sur les changements climatiques en octobre, avant la vingt-sixième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. L'objectif est de dynamiser notre ambition collective et de promouvoir des actions concrètes porteuses de changement. Et vers la fin de la soixante-seizième session, j'organiserai un débat thématique de haut niveau sur les efforts nécessaires pour relever les défis interdépendants auxquels notre environnement est confronté.

Il est important de comprendre le monde interconnecté dans lequel nous vivons. Le respect de la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine et de leurs droits égaux et inaliénables sera au cœur de tous les processus que nous, en tant qu'États Membres de l'ONU, entreprendrons au cours de cette soixante-seizième session de l'Assemblée générale.

En ce qui concerne les questions de genre, j'ai l'intention de reconstituer le Groupe consultatif sur l'égalité des genres. Je tiens également à réaffirmer ma promesse : je ne participerai qu'aux groupes de discussion où il y a une représentation équilibrée entre des sexes. J'ai également rendu les formations sur l'égalité des sexes et sur la prévention du harcèlement sexuel obligatoires pour l'ensemble de mon équipe. J'invite chaque membre qui ne l'a pas encore fait à prendre des initiatives similaires et à devenir un défenseur de l'égalité des genres à part entière. Rejoignez-moi dans cette entreprise.

La participation des jeunes à la prise de décision est également une priorité importante pour moi. Les membres ont déjà été informés de ma décision de lancer un programme de bourses de la présidence de

l'Assemblée générale destiné aux jeunes, qui sera une initiative emblématique visant à autonomiser les jeunes. En offrant des opportunités aux jeunes diplomates et fonctionnaires de pays sous-représentés, nous renforcerons le système multilatéral mondial et ouvrirons des portes aux jeunes. Je remercie les États Membres qui ont déjà contribué à ce programme. J'invite tous les autres États Membres à investir également dans l'avenir du multilatéralisme.

Enfin, en ce qui concerne la réforme et la revitalisation des travaux de l'ONU, nous devons à nouveau faire de l'ONU une enceinte pour tous, une tribune de « Nous, peuples des Nations Unies ». Pour y parvenir, je m'efforcerai de renforcer la participation des organisations de la société civile. Je dialoguerai régulièrement avec ces organisations et avec les jeunes par le biais de réunions publiques et d'échanges.

J'ai promis un Bureau équilibré du point de vue du genre, multinational et géographiquement diversifié. Je suis fier d'annoncer que la parité est respectée au sein de mon équipe, y compris parmi les plus hauts responsables. L'âge moyen du personnel de mon Bureau est de 40 ans, un tout petit peu plus jeune que moi. Mon bureau comprend des représentants de plus de 30 pays, et chacun des cinq groupes régionaux y est représenté.

Oui, l'année a été tragique et difficile. Mais une nouvelle session commence. Nous pouvons nous complaire dans le confort et la prévisibilité des systèmes et des procédures de la machine qu'est l'ONU pour remplir nos journées, ou nous pouvons choisir d'aller de l'avant et de tourner la page. Nous pouvons choisir d'écrire un nouveau chapitre. Choisissons la seconde solution. Osons rêver, osons espérer et adoptons la présidence de l'espoir.

Je donne maintenant la parole au Secrétaire général, S. E. M. António Guterres.

Le Secrétaire général (*parle en anglais*) : C'est un plaisir pour moi de tous vous retrouver pour l'ouverture de la soixante-seizième session de l'Assemblée générale.

Je voudrais tout d'abord féliciter chaleureusement S. E. M. Abdulla Shahid, des Maldives, pour son élection à la présidence. Sa longue expérience dans le milieu diplomatique, notamment en tant que Ministre des affaires étrangères, lui sera utile dans ses nouvelles fonctions. Originaire des Maldives, il apporte un regard neuf sur la situation unique des petits États insulaires. Je me réjouis de collaborer étroitement avec le Président

Shahid au service et à l'appui des pays en cette période extraordinaire, et de mettre en œuvre la grande promesse et le potentiel qu'incarnent le système multilatéral et l'Organisation des Nations Unies. Il peut compter sur le soutien total et le partenariat des entités des Nations Unies pour mener à bien les travaux importants entrepris par cette Assemblée.

(l'orateur poursuit en français)

Cet esprit de partenariat, d'union pour une cause commune, est au cœur même du travail de notre Organisation et cet esprit est plus important que jamais. Nous voici réunis dans une période marquée par de grands défis et des divisions, par les conflits et les changements climatiques, par la hausse de la pauvreté, de l'exclusion et des inégalités, et par une pandémie qui continue de menacer la vie, les moyens de subsistance et l'avenir des populations.

Ces problèmes sont aggravés par les divisions qui fracturent notre monde, par les écarts entre riches et pauvres ; entre ceux qui prennent pour acquis les services de base – nutrition, eau courante, accès aux soins de santé – et ceux pour qui ces services essentiels ne constituent qu'un rêve lointain ; entre ceux qui ont accès à une salle de classe et aux compétences nécessaires pour bâtir un avenir meilleur et ceux qui se voient refuser cette possibilité en raison de la pauvreté ou de leur genre ; et entre ceux qui peuvent bénéficier d'un vaccin salvateur contre la maladie à coronavirus (COVID-19) et les autres.

(l'orateur poursuit en anglais)

Ces difficultés et ces écarts n'apparaissent pas de manière spontanée. Ils sont causés par l'action humaine – par des systèmes économiques défavorables aux personnes les plus pauvres et les plus vulnérables, par une cupidité libre de toute entrave qui détruit notre planète, par les plaies persistantes du colonialisme qui n'ont jamais complètement cicatrisé, et par la soif de domination politique et idéologique qui alimente les troubles sociaux, la méfiance, le terrorisme et les conflits armés. Cependant, il est aussi possible de surmonter ces problèmes et de combler ces écarts, en nous retrouvant, dès aujourd'hui, au sein de la grande famille humaine, en nous unissant pour accomplir notre mission dans cette salle et en nous rassemblant autour de l'esprit de multilatéralisme qui lui donne vie, et en nous attachant sérieusement à traduire la rhétorique en résultats au bénéfice des plus vulnérables.

Car, comme la COVID-19 et les changements climatiques nous le rappellent chaque jour, les problèmes et les menaces ne connaissent pas de frontières. Ils touchent chacun et chacune d'entre nous. Avant que la pandémie ne frappe, déjà, le monde n'était pas en voie d'atteindre un grand nombre d'objectifs de développement durable. La COVID-19 nous a d'autant plus éloignés de ces objectifs.

Il faut accélérer le mouvement. Nous devons redoubler d'efforts face à la COVID-19 en fournissant des vaccins, des traitements et des équipements à toutes les personnes, et pas seulement aux plus privilégiées. Nous devons investir dans tous les systèmes qui favorisent le développement humain – soins de santé, nutrition, accès à l'eau, éducation, protection et égalité pleine et entière pour les filles et les femmes. Les pays doivent s'engager en faveur d'objectifs climatiques audacieux lors de la vingt-sixième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, à Glasgow, et œuvrer à leur réalisation. La guerre menée contre notre planète doit cesser.

Les guerres que nous menons les uns contre les autres doivent elles aussi prendre fin. Il est temps de se concentrer sur la lutte contre l'ennemi commun de l'humanité, à savoir la pandémie. Les membres de l'Assemblée générale doivent parler d'une seule voix : il faut instaurer la paix, dès à présent.

Tout au long de ces travaux, nous devons réaffirmer notre engagement à l'égard des valeurs qui animent les Nations Unies depuis le tout premier jour : droits humains, aide aux plus vulnérables, paix grâce au dialogue, et solidarité face aux problèmes qui nous menacent tous et toutes. Nous sommes réunis dans cette salle parce que chacun et chacune d'entre nous croit en ces valeurs et parce que nous croyons qu'il est possible de bâtir un monde meilleur.

Chaque jour, tout au long de l'année à venir, gardons à l'esprit cette visée. Restons en phase avec nos valeurs au sein de l'Assemblée générale et dans le cadre de tous nos travaux. Et prouvons, non pas par nos paroles, mais par nos actes et notre collaboration, que le multilatéralisme est la seule voie possible vers un avenir meilleur pour tous et toutes.

L'ensemble du Secrétariat se tient à la disposition du Président Shahid. Nous nous réjouissons de collaborer étroitement avec lui et avec l'Assemblée générale, tout au long de la soixante-seizième session.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie le Secrétaire général de sa déclaration.

Point 142 de l'ordre du jour provisoire

Barème des quotes-parts pour la répartition des dépenses de l'Organisation des Nations Unies

Lettre du Secrétaire général (A/76/318)

Le Président (*parle en anglais*) : Conformément à la pratique établie, j'appelle l'attention de l'Assemblée générale sur le document A/76/318, qui contient une lettre du Secrétaire général adressée à la présidence de l'Assemblée générale, dans laquelle il informe l'Assemblée que trois États Membres sont en retard dans le paiement de leurs contributions financières à l'Organisation des Nations Unies au sens de l'Article 19 de la Charte. Je rappelle aux délégations qu'en vertu de l'Article 19 de la Charte,

« Un Membre des Nations Unies en retard dans le paiement de sa contribution aux dépenses de l'Organisation ne peut participer au vote à l'Assemblée générale si le montant de ses arriérés est égal ou supérieur à la contribution due par lui pour les deux années complètes écoulées. L'Assemblée générale peut néanmoins autoriser ce Membre à participer au vote si elle constate que le manquement est dû à des circonstances indépendantes de sa volonté. »

Puis-je considérer que l'Assemblée générale prend note des informations figurant dans le document A/76/318 ?

Il en est ainsi décidé.

Point 3 de l'ordre du jour provisoire

Pouvoirs des représentants à la soixante-seizième session de l'Assemblée générale

a) Nomination des membres de la Commission de vérification des pouvoirs

Le Président (*parle en anglais*) : L'article 28 du Règlement intérieur dispose que l'Assemblée générale, au début de chaque session, nomme, sur proposition de la présidence, une Commission de vérification des pouvoirs composée de neuf membres.

Je propose donc que, pour la soixante-seizième session, la Commission de vérification des pouvoirs soit composée des États Membres suivants : Bahamas, Bhoutan, Chili, Chine, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Namibie, Sierra Leone et Suède.

Puis-je considérer que les États dont je viens de citer le nom sont nommés membres de la Commission de vérification des pouvoirs ?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*parle en anglais*) : Je rappelle aux délégations que les pouvoirs des représentants doivent être remis au Bureau des affaires juridiques. De plus amples détails sont disponibles dans la note d'information publiée sous la cote A/INF/76/4/Rev.1.

Points 7 et 141 de l'ordre du jour provisoire

Organisation des travaux de la soixante-seizième session de l'Assemblée générale

Plan des conférences

Lettre du Président du Comité des conférences (A/76/316)

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant se pencher sur le document A/76/316, qui contient le texte d'une lettre datée du 7 septembre 2021, adressée à la présidence de l'Assemblée générale par le Président du Comité des conférences. Comme les membres le savent, aux termes du paragraphe 7 de la section 1 de la résolution 40/243 de l'Assemblée générale, en date du 18 décembre 1985, aucun des organes subsidiaires de l'Assemblée générale ne peut se réunir au Siège de l'Organisation des Nations Unies pendant une session ordinaire de l'Assemblée, si ce n'est avec l'assentiment exprès de celle-ci.

Cette autorisation est donc demandée pour les organes et les entités ci-après : le Groupe de travail à composition non limitée sur la sécurité du numérique et de son utilisation (2021-2025) ; le Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit ; le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien ; le Comité des relations avec le pays hôte ; et les États parties à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer.

Puis-je considérer que l'Assemblée générale souhaite autoriser ces organes et entités à se réunir pendant la partie principale de sa soixante-seizième session, étant entendu qu'il sera pourvu aux besoins des services de conférence de ces réunions pour autant que les ressources soient disponibles et le permettent, les travaux de l'Assemblée et de ses grandes commissions ne devant nullement s'en trouver entravés ?

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 16 h 20.